

Le 16/04/2021

Madame, la défenseuse des droits,

**Les organisations syndicales et associations de retraités vous demandent d’intervenir afin que cesse un discours discriminatoire dont sont victimes les retraités, personnes âgées.**

La pandémie a accru l'image écornée des retraités et des personnes âgées Le projecteur sur les E.H.P.A.D met en évidence les discriminations dont ils sont l'objet. Au début de la pandémie les chiffres de la mortalité ont été ignorés. Puis un discours s'est construit : les « vieux » encombrent les salles de réanimation. C'est à cause d'eux que l’on confine, que l’on arrête l’économie, ils sont la principale cible du virus… Ainsi, l’idée d’un fossé intergénérationnel s'est creusée ! Ceux-là même que l’on présente comme ayant été choyés par une société « du plein-emploi, sans problème » sont devenus les causes de la misère des jeunes. Car nous savons que l'État providentiel n'a de « providentiel » que le nom. Cette génération a connu la Seconde Guerre mondiale pour les plus anciens, la guerre d'Algérie, peut-être le plein-emploi, mais avec des conditions de travail particulièrement difficiles et parfois dangereuses pour la santé, le développement d’un chômage de masse qui a broyé des vies professionnelles et a conduit, pour certains et certaines, à des retraites insuffisantes.

L'âgisme est ce nouveau terme qui désigne le discours discriminatoire envers les personnes âgées. Et comme tout discours discriminant, il se construit sur des stéréotypes qui permettent par leur travail de simplification de construire un discours négatif en s'appuyant sur des images caricaturales :

–Non, les retraités ne sont pas des nantis.

–Non, les femmes retraitées ne se réduisent pas à des mamies. Elles ont un nom, toutes n'ont pas eu des enfants et les centres d'intérêts des hommes et des femmes même âgés sont divers. Les uns comme les autres sont actifs dans des associations, des organisations syndicales, politiques, des conseils municipaux, etc. Ils lisent, font du sport, participent à des activités culturelles…

Cette dévalorisation alimente un discours politique qui a été utilisé pour justifier la hausse de la CSG. Et lorsque, en raison des ravages du virus, l'on parle du coût supporté par la société « différent selon l’âge », on pense d'abord aux retraités (aux vieux) et personnes âgées. De nombreux propos sont inacceptables et **LE GOUVERNEMENT NE DIT RIEN** ! Laisser faire cette opposition entre jeunes, salariés, sans emploi ne prépare-t-elle pas la volonté de porter un nouveau coup dur aux retraites ?

On ne se réjouit plus du fait que la science contribue à prolonger la vie, on parle comme si l'eugénisme était nécessaire en cas de crise au bon fonctionnement des hôpitaux, de la société, comme si, les retraités étaient devenus une charge pour la société et soudain toutes les valeurs humanistes sont gommées pour des raisons économiques.

Ce que sous-entend ce discours est la définition des retraités jugés comme étant improductifs. Ils coûtent, ils grèvent le budget de la Sécurité sociale, ils ruinent l’économie. Et l'on nie le fait que tout au long de leur vie ils ont participé à l'enrichissement du pays, ils ont construit la Sécurité sociale et ils y contribuent toujours en payant la CSG, la CRDS.

Les retraités et les personnes âgées veulent être réhabilités et d’abord en remettant en cause cette image de nantis, quand on sait que nombre qu’un tiers d’entre eux a une retraite inférieure à 1 000 €. Être à nouveau considérés comme des personnes à part entière dont on ne se rappelle l'existence que dans des moments de tension (rappel des médecins retraités pour gérer la pénurie) ou pour garder les petits enfants au moment de la fermeture des écoles et des crèches.

Les retraités jouent un rôle essentiel dans la vie économique et sociale de notre pays. 69% des maires de communes françaises sont des retraités, 50% des dirigeants d’associations sont des retraités. Par ailleurs, 33% aident financièrement leurs enfants et 30% leurs petits enfants.

Comme dans tous les ostracismes, ils ne veulent pas faire les frais des choix économiques qui conduisent à abandonner des pans entiers de la politique sociale. Ils ne veulent pas être considérés comme une variable d’ajustement mais comme des citoyens, des femmes et des hommes ayant des projets.

Nous voulons illustrer notre propos en rappelant un petit florilège de ce petit fumet malodorant provenant de gens qui tiennent le haut du pavé médiatique.

\***André Comte-Sponville**: «*sacrifier les jeunes à la santé des vieux, c’est une aberration. Ce sont nos enfants qui paieront la dette, pour une maladie dont il faut rappeler que l’âge moyen des décès qu’elle entraîne est de 81 ans ».*

\***Chef de service de l’Hôpital Bichat** : « *soit faire des confinements sur des populations extrêmement à risque, soit admettre que ce que l'on vit après quatre-vingts ans, c’est du bonus. Aujourd’hui est-ce que l'on peut encore s’autoriser ces bonus ? Je pense qu’il faut prioriser les jeunes générations, les forces actives de la société, les PME. Je pense qu’il faut que l'on fasse des choix qui sont difficiles. »*

\***FRANÇOIS DE CLOSETS** :« *pour le bénéfice de la grande majorité, il vaudrait mieux ne pas sacrifier les jeunes qui sont encore en quête de leur avenir contrairement aux retraités qui ont déjà accompli la leur ».*

*\*…* *Ils coutent plus à la société qu’ils ne rapportent…*

**Nous vous demandons de prendre en compte ce courrier et nous vous prions d’agréer, Madame la Défenseuse des Droits, l’expression de nos sentiments les plus respectueux.**

Pour les organisations de retraités et associations,

Marc Bastide

Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Michel Denieault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)